

( RAPPORT LARROUTUROU )

# la « mutualisation des moyens » et la « coordination des acteurs », masques du désengagement de la collectivité.

Le rapport Larroutou rou remis à Valérie Pécresse le 5 octobre insiste sur la dispersion géographique et le délabrement du patrimoine immobilier des universités parisiennes et sur la dégradation quantitative et qualitative du logement étudiant. Derrière ce constat se cache cependant la mise en œuvre concrète de la LRU.

**1)** La principale proposition du rapport consiste en la « mutualisation des moyens » des universités dans le cadre des Pôles de Recherche et d'Enseignement Supérieur (PRES). Il s'agirait donc, en vue de réaliser des économies budgétaires, de regrouper les services similaires de plusieurs universités. Pas un mot évidemment sur le reclassement des personnels précaires ou sur le maintien à poste équivalent des personnels statutaires ...

**2)** La ministre a annoncé lors de la remise du rapport que les dotations aux universités dans le cadre du plan CAMPUS seraient

conditionnées à la constitution de PRES, dont elle espère la mise en place rapide (« d'ici la fin de l'année 2009 »). La « rationalisation » des implantations des locaux, corollaire de la mutualisation des moyens, est par ailleurs posée comme un préalable au transfert de la propriété des immeubles aux universités. Tout est donc fait pour inciter financièrement les présidents d'université à un passage accéléré en PRES !

**3)** Les opérations de réhabilitation du bâti et de construction de nouveaux locaux ne sont en effet envisagées que dans le cadre du plan CAMPUS, qui suppose la constitution des PRES. La modernisation de l'immobilier universitaire parisien est ainsi suspendue au regroupement des universités et à la « mutualisation des moyens » !

Le Ministère entend faire appliquer la LRU à marche forcée. Les personnels enseignants, administratifs et BIATOSS, appuyés par les étudiants, devront lutter pied à pied pour la sauvegarde de l'emploi.

## Et les bibliothèques ?

Si les bibliothèques sont pour une fois prises en compte, les conclusions du rapport traduisent là encore une politique de régression. Sous couvert de « modernisation », il s'agit d'un plan basé essentiellement sur la mutualisation de services, donc de moyens. Car dans le contexte de la loi LRU, (et plus généralement de la Révision Générale des Politiques publiques), quels seront les financements pour augmenter le nombre de places assises, proposer davantage de libre accès aux collections et développer la documentation numérique ? A qui ces nouveaux services seront-ils

accessibles ? Sans oublier que délocaliser en masse les collections des bibliothèques pour les stocker en grande banlieue ne va pas faciliter les activités de recherche : outre l'augmentation du temps nécessaire pour obtenir les documents, le temps de communication risque d'être encore allongé en cas de référence complexe ... Mais quel type de recherche en lettres et sciences humaines veut-on conserver ? La ministre a en effet installé début septembre un conseil pour définir « une vision stratégique pour l'ensemble des disciplines de SHS »...

**Je souhaite agir, débattre, participer à l'activité des communistes de mon université...**

**J'adhère au PCF**

Nom .....Prénom.....

adresse .....

Tél.....Mail.....

PCF Paris - 2, place du colonel Fabien 75019 Paris - Tél. : 01 44 83 85 15 - www.paris.pcf.fr



# UNE RENTRÉE SOUS TENSION

L'année dernière, les acteurs de l'université se sont engagés ensemble dans un mouvement sans précédent pour défendre leurs conditions de travail et préserver le service public d'enseignement supérieur et de recherche. Nous avons tous investi beaucoup de temps et d'énergie dans cette lutte... et pour beaucoup, la rentrée a aujourd'hui un goût amer.

Pendant l'été, la ministre Valérie Pécresse, persistant dans son mépris, a réformé le statut des enseignants chercheurs, mis en place le contrat doctoral unique et transformé la formation et le recrutement des enseignants, sans la moindre concertation. Les conditions de travail ne cessent de se dégrader, et les conséquences de la LRU s'aggravent : manque de moyens, pression issue de la concurrence entre établissements et entre personnels augmentation de la précarité... Ce n'est pas l'université que nous voulons, celle pour laquelle nous nous sommes battus.

Mais comment lutter pour une autre université ? Nous sommes sortis du mouvement de l'an dernier parfois divisés, et souvent découragés. Certes, nous avons gagné du temps, mais la machine à détruire le service public d'enseignement supérieur et de recherche est toujours en marche. Pour l'arrêter, nous avons besoin d'un projet politique commun. C'est à ce projet que le PCF veut contribuer, en mettant en discussion ses analyses et ses propositions, et en travaillant à construire rapports de forces et fronts de lutte, dans la rue et dans les urnes.

## QUELLE UNIVERSITÉ VOULONS-NOUS ?

### 1. Démocratisation vs. Marchandisation

L'accès aux savoirs pour tous est une nécessité démocratique et n'est réalisable que dans le cadre d'un service public doté de moyens ambitieux et assurant une égalité de traitement sur l'ensemble du territoire.

- retrait de l'enseignement supérieur et de la recherche des accords AGCS,
- financement public ambitieux, plan de recrutement de personnels statutaires, lutte contre la précarité,
- donner aux jeunes les moyens de se consacrer à leurs études (logement, allocation d'autonomie...).

### 2. Démocratie, pluralisme et coopération vs. Autoritarisme et concurrence

Les réformes en cours renforcent la contrainte étatique. Il faut au contraire préserver la multiplicité et l'indépendance des lieux de production et de diffusion du savoir.

- maintien et renforcement de la démocratie dans les établissements ;
- nouvelle fiscalité pour mettre à contribution les entreprises sans leur donner le pouvoir de décider des orientations de la formation et de la recherche ;

- restauration des grands organismes dans leurs missions ;
- développement des coopérations à l'échelle nationale et internationale.

### 3. Former des travailleurs et des citoyens maîtres de leur destin

La formation initiale doit donner aux futurs travailleurs et citoyens les moyens de maîtriser leur carrière, les orientations de leur entreprise et les politiques de leur pays : elle doit donc transmettre des savoirs cohérents et ambitieux et pas des compétences fragmentées.

- maintien du lien entre enseignement et recherche dans les formations et les statuts,
- défense des contenus disciplinaires dans la formation des enseignants et des étudiants,
- maintien du cadre national des diplômes et reconnaissance de toutes les années d'étude dans les conventions collectives ;
- une formation initiale ambitieuse pour une formation tout au long de la vie réellement maîtrisée par les travailleurs.



# LE PROBLÈME DE L'UNIVERSITÉ EST-IL UN PROBLÈME D'ARGENT ?

D'un côté les syndicats dénoncent un désengagement financier de l'Etat, d'un autre, la ministre annonce l'allocation de sommes nouvelles pour l'université. Comment s'y retrouver ?

## D'où vient l'argent ?

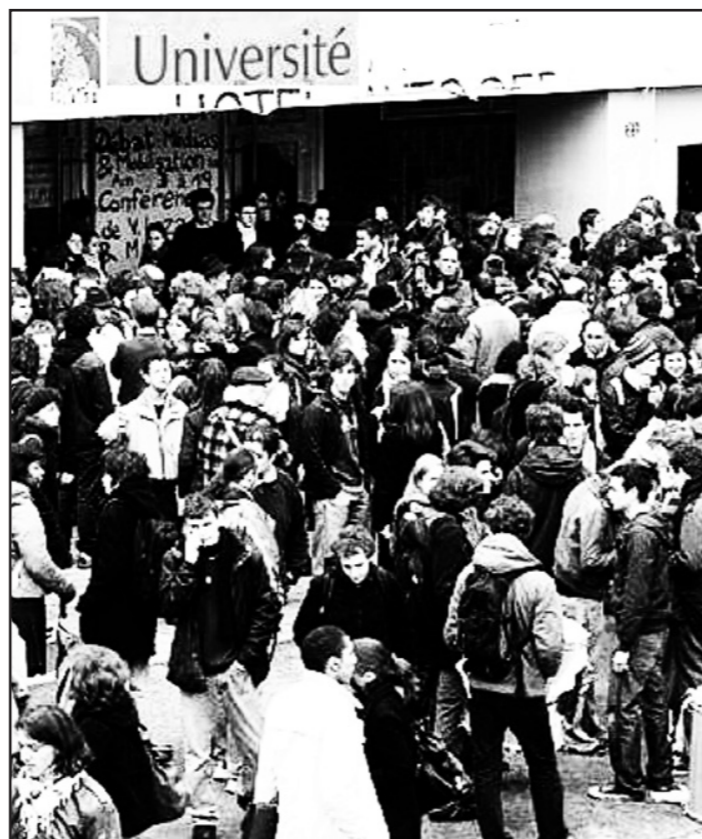
Le financement public global est en baisse. Suppressions de postes, réductions budgétaires, absence de progression des rémunérations... tout le prouve. Seul le « Crédit Impôts Recherche » a doublé de volume en 2009 par rapport à 2005. Cherchez l'erreur... Ce crédit d'impôt est censé stimuler l'investissement privé dans l'université... mais personne n'a les moyens de vérifier que les entreprises l'utilisent vraiment pour investir ! L'argent de l'État allège l'impôt des patrons et soutient la rentabilité financière des entreprises. Mais les universités, elles, n'en voient pas la couleur !

## A quoi sert l'argent ?

Désormais, l'argent est accordé en fonction « d'objectifs ». Bizarrement, « fonctionner correctement avec les moyens nécessaires » n'en est pas un. Selon cette logique, l'investisseur est doté du pouvoir de décider du travail de celui qui reçoit l'argent. Ainsi, on impose aux universités des réformes par le chantage au financement. De même, investisseurs privés ou publics interviennent dans le choix des programmes de recherche, au lieu que ce soit les travailleurs qui maîtrisent ces décisions.

## Quel est le danger ?

La crise financière qui ravage notre économie demande de l'argent pour maintenir un système qui court à sa perte. Dans cette fuite en avant, les pouvoirs publics comme les entrepreneurs privés sont plus que jamais soumis critère de la rentabilité financière : l'argent doit rapporter plus d'argent, dans le plus court terme. Leur laisser le pouvoir de décision, c'est dans le contexte actuel, privilégier la recherche à court terme, la production d'un savoir immédiatement marchandisable et la diffusion de connaissances minimales pour le maintien des compétences à un coût réduit.



## Il faut de l'argent à hauteur des besoins... mesurés par les travailleurs de l'université.

Pour enrayer la dégradation de l'université, il faut un investissement massif, durable et public dans la recherche et l'enseignement supérieur. L'argent existe : la suppression des crédits d'impôts fera réapparaître des sommes perdues dans les poches trouées des entrepreneurs. Ils seront mis à contribution grâce à un impôt perçu par l'Etat et redistribué selon les besoins. De plus, l'Etat, pour investir, emprunte à des banques privées à qui il verse 40 milliards d'intérêts par an ! Des banques publiques permettront d'enrayer cette machine à perte et de favoriser les activités utiles à notre société en leur accordant des taux faibles. Les rapports entre l'université, la politique et l'industrie sont trop cruciaux pour notre pays pour les soumettre à la rentabilité financière.

**Deux évidences donc : prendre l'argent où il est, et donner à ceux qui l'utilisent le pouvoir de décider de son utilisation !**

# TOUS UNIS CONTRE LA PRÉCARITÉ À L'UNIVERSITÉ !

Le recours aux emplois précaires n'a cessé de s'étendre dans l'enseignement supérieur et la recherche depuis une dizaine d'années.

Ce sont près de 13.000 enseignants, chercheurs ou ingénieurs de recherche à l'Université qui sont aujourd'hui en CDD, auxquels il faut ajouter les 6.000 postes précaires du CNRS. En 10 ans, on a eu 40 % d'attachés temporaires d'enseignement et de recherche (ATER) en plus dans les universités, et en deux ans 25 % de précaires supplémentaires au CNRS ! La création de l'ANR (Agence Nationale de la Recherche) a par ailleurs renforcé la précarisation de la recherche, en créant près de 6.000 postes de chercheurs recrutés seulement pour des projets ponctuels. Chez les personnels techniques et administratifs, la situation n'est pas meilleure puisque l'on compte aujourd'hui un tiers de CDD. Et tous sont pourtant recrutés sur des postes de type permanent !

Les luttes du printemps 2009 ont permis aux différents personnels précaires (enseignants-chercheurs, administratifs, BIATOSS) des universités de faire entendre leurs revendications. Ils ont pointé les menaces graves que la LRU faisait peser sur l'emploi et les statuts : éclatement des garanties nationales et primat du niveau local.

Le gouvernement organise l'invisibilité des précaires: les textes officiels ne parlent désormais plus de « statutaires » ou de « précaires » mais « d'équivalent temps-plein » (ETP), empêchant par conséquent l'évaluation du phénomène. Première étape d'un combat pour un statut garanti à tous les personnels, les organisations syndicales ont décidé de procéder elles-mêmes à un recensement et à une enquête sur la réalité de la précarité dans les services des organismes de recherche et des universités.

**À nous, tous ensemble, d'y contribuer !**

# LES UNIVERSITÉS PARISIENNES REFUSENT LA PRIVATISATION DE LA POSTE

La Poste est l'affaire de tous, et en particulier de la population des universités de Paris qui s'est massivement mobilisée lors de la votation citoyenne du 3 octobre. Nombre d'étudiants, d'enseignants, de personnels BIATOSS sont venus, sur leur campus, dire non à la transformation de la Poste en société anonyme.

Le PCF s'engage à poursuivre la lutte contre la privatisation de la Poste. Non seulement la Poste ne doit pas devenir une société anonyme, mais si l'on veut qu'elle puisse continuer à assurer ses missions de service public, le monopole public de la distribution du courrier doit être maintenu. Et à la Poste comme dans les autres services publics, la qualité du service dépend aussi du statut des travailleurs. Il faut en finir avec la précarité et généraliser le statut de fonctionnaire.

Ce premier succès dans la bataille pour la Poste est un bel exemple à suivre pour l'ensemble des revendications que nous portons sur le terrain des universités. À la Poste comme dans l'Université, c'est le service public que nous défendons.

